



## COMMISSION EUROPÉENNE

Direction générale de la Coopération Internationale et du Développement

Afrique de l'Ouest et centrale

Coordination géographique pour l'Afrique centrale

**Le Gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour la Centrafrique ("Bêkou")**

### **APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**

### **NOTE DE CADRAGE "EAU ET ASSAINISSEMENT"**

**DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS COMPLETS : 20/02/2018**

**TF Bêkou/2017/Décision du comité de gestion du 06 décembre 2017/ Projet Eau pour la Paix Eau pour la Vie en RCA/Composante Intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires**

#### **1. Le Fonds multi-bailleurs Bêkou**

Le fonds multi-bailleurs de l'Union européenne pour la République centrafricaine a été créé le 15 juillet 2014 à Florence, par l'Union européenne et trois de ses Etats Membres, la France, l'Allemagne et les Pays Bas.

Ces quatre bailleurs européens, avec l'Italie et la Suisse qui ont rejoint le fonds en 2015, ont décidé de mutualiser leurs financements, leurs capacités d'analyse et de mise en œuvre pour répondre collectivement aux enjeux du relèvement de la République centrafricaine, en concertation avec les autorités nationales. Le Fonds Bêkou vise à renforcer la résilience des communautés locales dans les domaines des services essentiels, de la sécurité alimentaire, de la réconciliation, de la relance économique et du genre. Il appuie également les pays voisins touchés par la crise en République centrafricaine, en articulation avec les cadres nationaux et les instruments des autres partenaires au développement.

Doté à ce jour de 236M€, ce fonds associe les compétences des acteurs de l'humanitaire et du développement pour passer de la réponse humanitaire à une réponse de reconstruction/développement et de renforcement des capacités centrafricaines, selon l'approche «LRRD» (Lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement).

#### **2. Contexte**

La République Centrafricaine (RCA), est un pays d'Afrique centrale, dont la population est estimée à 4 600 000 habitants. Secoué par diverses crises politico-militaires depuis son indépendance en 1960, la République centrafricaine a connu entre 2012 et 2013 une crise sans

précédent, causant la mort de milliers de personnes et forçant de nombreux déplacements de population.

La situation économique en RCA, déjà précaire avant la crise, a subi le contrecoup des violences. La RCA figure parmi les plus pauvres des pays les moins avancés. Son classement en termes d'indice de développement humain du PNUD est très faible (186<sup>e</sup> sur 186 en 2016). 76% de la population souffre de pauvreté multidimensionnelle.

Le retour à l'ordre constitutionnel et à la stabilité a été soutenu par la communauté internationale. En mai 2016, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et le Groupe de la Banque Mondiale, à la demande du nouveau Gouvernement, ont réalisé une "Evaluation des besoins pour le relèvement et la consolidation de la paix" afin de disposer d'un cadre partagé du contexte et des défis prioritaires que le pays doit relever pour s'inscrire dans une dynamique de relèvement socio-économique. Approuvé en novembre 2016 à Bruxelles, le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021 (RCPCA) a permis d'enclencher une forte mobilisation de la part des partenaires internationaux pour soutenir la mise en œuvre des actions envisagées autour de trois piliers stratégiques<sup>1</sup> avec des promesses de dons de plus de 2 milliards de dollars lors de la Conférence de Bruxelles de novembre 2016.

## **2.1 Contexte sectoriel : Politiques et Défis**

Le document de Politique et Stratégies Nationales de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), adopté en 2006, constitue le cadre d'orientation du secteur et recommande de consacrer 3% des dépenses publiques nationales inscrites au budget de l'État au secteur de l'eau et de l'assainissement. L'eau et l'assainissement sont également au cœur du plan de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA).

Toujours en référence au document de Politiques et Stratégies Nationales de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), les allocations budgétaires au secteur de l'eau et de l'assainissement représentent en moyenne 1,27 % du budget national. Les dépenses publiques du secteur de l'eau et de l'assainissement représentent en moyenne 0,15 % du PIB, ce qui est faible en comparaison avec d'autres pays de la région. Le manque de données mises à jour sur les taux d'accès à l'eau et à l'assainissement et sur les paramètres et l'état d'usage des équipements, ne facilite pas l'analyse des besoins du secteur ni la priorisation des zones d'intervention.

### **2.1.1 Accès à l'eau potable**

L'approvisionnement en eau est très déficient en RCA malgré les ressources abondantes mais peu valorisées du fait, entre autres, des investissements insuffisants dans le secteur. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural varie entre 36,2% et 51% en 2010 selon le Rapport 2010 du JMP/UNICEF/OMS. Toujours en référence au même rapport, le taux de fonctionnement des Points d'Eau Modernes (PEM) ne dépasse guère 50% des ouvrages d'eau réalisés

On note également que :

- En RCA, une part importante de la population est alimentée par de petits réseaux d'adduction d'eau potable (AEP) le plus souvent construits à partir de forages à exhaure motorisée. Si ces petits réseaux constituent désormais un modèle technique

---

<sup>1</sup> Pilier 1: Soutenir la Paix, la Sécurité et la Réconciliation; Pilier 2: Renouveler le contrat social entre l'Etat et la population; Pilier 3: Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

bien maîtrisé, leur suffisance, leur gestion, leur entretien et leur maintenance se révèlent parfois problématiques.

- Les infrastructures d'eau dans les localités, les centres de santé et les écoles sont quasi inexistantes tant en milieu rural que péri urbain
- Les Comités de Gestion de Points d'Eau (CGPE) sont embryonnaires ou inexistantes, ou bien souvent dysfonctionnels
- La filière de maintenance/réparation et d'approvisionnement en pièces détachées des Pompes à Motricité Humaine (PMH) est encore très précaire

Au plan institutionnel, le secteur de l'hydraulique a de la peine à bien se restructurer du fait de plusieurs facteurs combinés dont notamment l'insécurité, la faible présence des entreprises locales spécialisées, le manque de ressources financières et le faible niveau organisationnel des structures de l'Etat telles que la Direction Générale de l'Hydraulique (DGH), l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA), ayant à charge de gérer le secteur. En milieu urbain, c'est la Société de Distribution d'Eau en Centrafrique (SODECA) qui a en charge de desservir les zones concernées, mais elle éprouve de réelles difficultés et n'alimente qu'une faible partie de Bangui et presque pas les villes secondaires.

### **2.1.2 Accès à l'assainissement**

Selon le rapport final 2015 du PNUD portant sur le suivi des Objectifs du Millénaire de Développement (OMD), "l'accès à l'eau potable était déjà un problème réel relevé dans certains villes et villages de l'intérieur du pays tels que Ndélé, Bria, Bambari et autres. La proportion de la population centrafricaine utilisant une source d'eau potable est passée de 64% en 2008 à 58,4% en 2011. Ce taux s'est déjà largement dégradé avec la crise, car le taux de desserte en eau potable est estimé à 32%.

L'utilisation des toilettes améliorées par les ménages au niveau national est faible. Elle est deux fois plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural ; 28,6% des ménages urbains en utilisent contre 13,2% de ménages ruraux. Le taux d'assainissement en milieu urbain (égouts et canaux d'évacuation des eaux usées) est relativement faible en raison du manque de financement. Il faut noter que plus de 360 000 personnes vivent sur les sites des déplacés à l'intérieur du pays. La plupart de ces déplacés ne bénéficient pas des conditions d'hygiène appropriées".

La RCA souffre d'un déficit cruel d'infrastructures d'assainissement. L'approche de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) est au stade de projets-pilote dans certains villages et communes rurales du pays. La gestion des ordures ménagères devient de plus en plus préoccupante avec une prolifération de dépotoirs sauvages un peu partout dans les villes et villages du pays.

## **2.2 Coordination des partenaires au développement**

Plusieurs bailleurs appuient le secteur de l'eau en urgence/post-urgence dont notamment l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement (BAD), l'UNICEF, la Banque Mondiale, mais aussi Banque Arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA), des fonds saoudiens et le gouvernement chinois.

L'accès à l'eau et à l'assainissement figure dans le pilier n°2 du plan de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA). Le groupe de coordination sectorielle "eau et assainissement" est en cours de formation avec une coordination assurée par le ministère de l'Hydraulique et l'UNICEF.

Les diverses actions dans le secteur eau et assainissement sont suivies dans le cadre du Cluster Wash, initialement coordonné par l'UNICEF et transféré en mars 2017 à la Direction

Générale de l'Hydraulique (DGH) qui a pour rôle régalién le contrôle et le suivi du secteur avec l'aide opérationnelle de l'ANEA.

### **2.3 Enseignements tirés**

Plusieurs enseignements ont été tirés des projets similaires mis en œuvre en RCA avant et pendant les conflits. Ils ont permis de définir les zones d'intervention du projet, d'identifier les actions appropriées et les acteurs adaptés à chaque zone, surtout en fonction de leur organisation propre et des approches de négociation et de plaidoyer avec les groupes en conflits dans les zones à risque.

Dans la mise en œuvre de cette action, une prise en compte préalable de la capacité des partenaires techniques (privé et/ou ONG) est nécessaire en vue de s'assurer de rester dans les délais opérationnel fixés pour l'action. Aussi, il y a nécessité d'impliquer les communautés locales à la base et les différents CGPE dans la mise en œuvre en vue d'optimiser l'atteinte des résultats et de conforter le suivi et la durabilité des ouvrages réalisés.

On retient également que les premières actions de nature à éteindre les foyers de tension et à assurer le retour des déplacés peuvent être renforcées par des programmes de réhabilitation, de construction de nouveaux points d'eau et des actions de sensibilisation de la population. La disponibilité de l'eau dans les zones de retour permettra de sédentariser les populations et facilitera leur réintégration dans le tissu socio-économique du pays.

### **3. Pôles de développement « L'eau pour la paix, l'eau pour la vie » (PEPEV)**

L'action "Pôles De Développement « L'eau pour la paix, l'eau pour la vie »" (PEPEV) contribue à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) / Objectifs de Développement Durable (ODD).

Il répond aux priorités nationales définies dans les deux textes qui réglementent le secteur de l'eau et de l'assainissement en RCA : la loi n° 01 (2006) portant sur le code de l'eau et le décret n° 170 (2006) portant adoption du document de PSNEA. Ces textes donnent des orientations stratégiques sectorielles qui sont en lien avec l'action envisagée, à savoir :

- accroître la capacité de gestion des services impliqués dans la mise en œuvre de la politique nationale ;
- favoriser l'entretien des infrastructures hydrauliques par des structures de gestion des usagers ;
- donner la priorité à la réhabilitation et à la consolidation des infrastructures dans le souci de rentabiliser ou de viabiliser les investissements déjà réalisés ;
- réduire le coût de maintenance et favoriser la durabilité des systèmes et ouvrages (Adduction d'Eau Potable, pompes à motricité humaine, assainissement, réseaux de surveillance) ;
- promouvoir l'assainissement de base en milieu rural comme préalable à la réalisation des Points d'Eau Modernes (PEM).

Le projet est mis en œuvre suivant deux volets :

- Volet 1 (4 millions d'euros): Intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires. Ce volet, qui fait l'objet du présent appel à manifestation d'intérêt, doit permettre d'intervenir rapidement en milieu rural et porte sur le renforcement des capacités des CGPE et la construction et réhabilitation d'infrastructures d'hydraulique et d'assainissement rurales.

- Volet 2 (7 millions d'euros): Intervention structurante sur le moyen terme. Ce volet sera mis en œuvre par des organisations internationales ou agences d'Etats membres et porte sur les résultats suivants: 1) Renforcement des capacités des CGPE; 2) Construction et réhabilitation d'infrastructures d'hydraulique et Construction et réhabilitation d'infrastructures d'assainissement; 3) Renforcement des capacités et des moyens logistiques de l'ANEA et Renforcement des capacités de la filière de réparation des PMH, ainsi que de la filière eau et assainissement. Dans ce volet, 2 millions d'euros sont prévus pour l'acquisition de matériels et équipements de forages pour l'ANEA pour leur permettre d'assurer suivi et maintenance dans les zones rurales.

Les volets 1 et 2 n'opéreront pas dans les mêmes zones géographiques.

**Pour plus d'informations sur la présente action, le document d'action "Pôles de Développement – Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV) en RCA" approuvé par le comité de gestion du Fonds Bêkou le 6/12/2017 est disponible sur <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents>.**

La présente action vient compléter et renforcer les effets et impacts d'un autre projet du même nom intitulé "Projet Pôles De Développement « L'eau pour la paix, l'eau pour la vie » (PDD-Eau). Ce projet est mis en place à travers une gestion indirecte avec l'ordonnateur national du Fonds Européen de développement (10<sup>e</sup> FED) pour un montant de 5 millions d'euros destiné essentiellement à:

- renforcer les capacités et moyens logistiques de l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement ANEA à travers le déploiement d'une Assistance Technique, l'appui au fonctionnement et à la décentralisation de l'ANEA et le renforcement des moyens logistiques de la DG ANEA et de plusieurs antennes ANEA
- renforcer les capacités de la filière des Pompes à Motricité Humaine (PMH) en appuyant la consolidation du réseau d'artisans et de réparateurs de PMH et le renforcement de l'approvisionnement en pièces détachées pour les PMH
- renforcer la filière eau-assainissement à Bangui et dans les pôles de développement.

Finalement, il convient de noter que l'assistance technique contractée dans le cadre de PDD-Eau sera également mobilisée pour atteindre les résultats de PEPEV. Cette assistance technique a notamment une fonction d'appui au ministère dans la coordination des activités des différents partenaires au développement. Elle est aussi chargée de faire le suivi de la mise en œuvre des activités du programme.

### **3.1. Objectifs du Programme**

**L'objectif global du présent appel à manifestation d'intérêt est d'augmenter le taux de couverture en eau potable et améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales en République centrafricaine.**

**Les objectifs spécifiques de l'appel à manifestation d'intérêt sont :**

- OS1. Améliorer l'accès aux infrastructures d'eau en milieu rural
- OS2. Améliorer l'assainissement de base en milieu rural
- OS3. Renforcer les capacités des communautés en matière d'hygiène et d'assainissement total piloté par les communautés (ATPC)

OS4. Renforcer les capacités des CGPE en vue d'une meilleure maîtrise de leurs prérogatives et responsabilités en matière de maîtrise d'ouvrage et de gestion et entretien des services publics

### **3.2. Activités et résultats attendus de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI)**

**Les résultats suivants sont recherchés :**

1. Des infrastructures d'hydraulique sont construites / réhabilitées dans les communes et villages
2. Des infrastructures d'assainissement sont construites / réhabilitées dans les communes et villages
3. Le niveau de formation, d'information et de sensibilisation des usagers est renforcé et les aptitudes des usagers en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées
4. Des dispositifs de suivi, de gestion et d'entretien des ouvrages nouvellement aménagés ou préexistants sont fonctionnels
5. Les CGPE sont (re)-dynamisés et les compétences techniques et organisationnelles des membres des CGPE sont renforcées

**Les types d'activités ci-dessous peuvent être envisagés dans les propositions des demandeurs (liste non exhaustive):**

**R1. Des infrastructures d'hydraulique sont construites / réhabilitées dans les communes et villages**

- Réalisation de nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaine
- Réhabilitation d'anciens forages équipés de pompe
- Acquisition de pompes manuelles

**R2. Des infrastructures d'assainissement sont construites / réhabilitées dans les communes et villages**

- Assurer la construction d'infrastructures d'assainissement
  - Construction de modules de latrines de type VIP (Ventilated Improved Pit) à 3 cabines dans les écoles primaires publiques, les centres de santé, les gares routières et les marchés publics
  - Réalisation de latrines familiales améliorées à dalle
- Réaliser un nouveau système de collecte et d'évacuation des ordures ménagères

**R3. Le niveau de formation, d'information et de sensibilisation des usagers est renforcé et les aptitudes des usagers en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées**

- Former les usagers et les responsabiliser pour veiller au bon fonctionnement et au bon entretien des ouvrages;
- Former les usagers aux bonnes pratiques afin d'assurer le service continu des infrastructures ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation au profit des différents membres des communautés (leaders, femmes, jeunes, etc....)
- Organiser des actions de sensibilisation à l'eau à l'hygiène et à l'assainissement de base
- Mettre en œuvre l'assainissement total piloté par les communautés (ATPC) avec les localités concernées déclarées « Fin de Défécation à l'Air Libre » (FDAL) au terme du processus.

**R4. Des dispositifs de suivi, de gestion et d'entretien des ouvrages nouvellement aménagés ou préexistants sont fonctionnels**

- Mettre en place et accompagner un nouveau schéma organisationnel de gestion des infrastructures;

- Mettre en place un nouveau système de suivi de la qualité de l'utilisation et de l'entretien des ouvrages réalisés et du respect des engagements des différentes parties prenantes dans les modes de gestion et d'exploitation des infrastructures et services mis à disposition par le programme
- Renforcer les capacités de la filière de réparation des pompes à motricité humaine, ainsi que de la filière eau et assainissement (former et équiper des artisans réparateurs et des maçons)

**R5. Les CGPE sont (re)-dynamisés et les compétences techniques et organisationnelles des membres des CGPE sont renforcées**

- Campagne de sensibilisation au profit des différentes couches des communautés (leaders, femmes, jeunes, etc....)
- Animation/Formation/Appui et Suivi des CGPE
- Organiser des sessions de formation sur la gestion de l'eau (gouvernance, comptabilité, mécanisme d'autofinancement, etc....)
- Fournir un appui en petit matériel aux CGPE

### 3.3. Aspects transversaux

Les demandeurs devront veiller à prendre en compte les aspects transversaux suivants dans leurs propositions :

- *Renforcement des capacités locales et nationales.* Le travail en étroite collaboration avec les autorités centrafricaines et l'implication des acteurs nationaux et le renforcement de leurs capacités seront cruciaux pour la bonne mise en œuvre de l'action. Le renforcement des organisations de la société civile centrafricaines et des autorités locales est fortement encouragé, notamment par la constitution de consortia ou par des subventions en cascade (voir rubrique « conditions s'appliquant aux financements en cascade).
- *Participation communautaire :* L'implication active de la population dans l'identification des besoins, la gestion des ouvrages devra être recherchée afin de garantir une appropriation de l'ouvrage et sa pérennité. Le mode de gestion communautaire implique la participation de tous à la réalisation de l'ouvrage.
- *Pérennité et redevabilité :* la gestion des ouvrages réalisés par l'action devra permettre d'assurer l'entretien et la maintenance des ouvrages au travers des recettes issues de la vente de l'eau. Un compte rendu régulier devra être fait par le CGPE aux structures de suivi (ANEA/DGH) et à la population.
- La sensibilisation et l'éducation à l'hygiène et à l'assainissement adaptées au milieu scolaire et aux enfants seront mises en œuvre à travers la méthodologie et outils appropriés tels : Enfant pour Enfant EpE<sup>2</sup> et CHAST<sup>3</sup>.
- Dans les communautés rurales, les activités d'Information, d'Education et de Communication devront s'asseoir sur les méthodologies et outils SARAR<sup>4</sup>/PHAST<sup>5</sup>/PHASE<sup>6</sup>/CHAST

<sup>2</sup> EpE: L'implication des enfants dans les activités de sensibilisation veut que les enfants deviennent des agents de changement tant en direction de leurs pairs qu'en direction de leurs parents et voisins, d'où leur implication dans les émissions radios et les discussions de groupe.

<sup>3</sup> CHAST : Children's Hygiene and Sanitation Training

<sup>4</sup> La Méthode SARAR est une méthode d'animation basée sur les principes suivants : la Confiance en soi : afin d'identifier et de résoudre ses propres problèmes ; les Forces associées : agir en groupes pour être plus forts et apprendre à œuvrer ensemble, l'Ingéniosité : chacun est une ressource potentielle pour la recherche de solutions à des problèmes, la Planification de l'action : des changements ne peuvent s'opérer que si on planifie et entreprend des actions adéquates et la Responsabilité : les décisions doivent être assumées par le groupe.

- *L'approche genre*: Les appuis envisagés devront s'appuyer sur une analyse sensible au genre. Un effort tout particulier sera mis en œuvre pour assurer une répartition équitable entre les hommes et les femmes lors de la mise en œuvre directe de toutes les activités de l'action. Les femmes assurant la « corvée d'eau » seront particulièrement ciblées par les activités d'Information, d'Education et de Communication (IEC) pour un changement de comportement. Les activités prévues veilleront à contribuer à l'inclusion des groupes les plus vulnérables (déplacés, minorités ethniques). Les personnes marginalisées (personnes âgées, les handicapées, etc.) peuvent être associées à la vente de l'eau.
- *Jeunes et Emploi*. Les demandeurs sont encouragés à inclure les jeunes dans leurs activités.
- *Cohésion intercommunautaire*. Compte tenu des tensions persistantes au niveau inter et intra-communautaire, il est impératif de développer des analyses sensibles au conflit (approche "do no harm") avant d'initier des activités pour s'assurer que leur mise en œuvre ne puisse pas apporter des dégâts, incidences ou préjugés à une partie des communautés ciblées.
- *Environnement*. Des techniques innovantes qui respectent et valorisent l'environnement sont fortement encouragées.

### 3.4. Zones d'intervention

L'action sera exécutée au minimum dans les zones suivantes :

Préfecture	Sous-Préfectures ciblées
Bamingui-Bangoran	Ndelé et Bamingui
Vakaga	A proposer par les demandeurs
Ouham Pendé	Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye, Paoua
Sangha-Mbaéré	Nola, Bayanga et Bambio

Les demandeurs peuvent aussi proposer d'élargir le périmètre de l'intervention, notamment dans des localités rurales de la Lobaye, du Mbomou et de la Basse-Kotto et la sous-préfecture de Dékoa dans la préfecture du Kémo.

### 3.5. Budget

Une seule proposition pourra être financée avec une contribution de l'UE d'un montant maximum de 4 000 000€.

L'administration contractante se réserve la possibilité d'augmenter le montant de l'enveloppe financière si des fonds supplémentaires devenaient disponibles pour le cas échéant attribuer une seconde subvention.

Le Fonds Bêkou financera à hauteur de maximum 95% le coût total de l'action proposée. Un cofinancement minimum de 5% est donc demandé. Le solde (c'est-à-dire la différence entre le coût total de l'action et le montant demandé à l'administration contractante) doit être financé par des sources autres que le budget de l'Union européenne ou le Fonds européen de développement.

<sup>5</sup> PHAST : Participatory Hygiene and Sanitation Transformation, est l'une des principales méthodes d'animation qui associe et implique les populations dans la recherche de solutions satisfaisantes et durables en matière d'hygiène et de santé. Elles très efficace en matière de lutte contre les maladies diarrhéiques.

<sup>6</sup> PHASE : Personal Hygiene and Sanitation Education



### **3.6 Durée**

La durée de mise en œuvre de l'Action est de 30 mois.

### **3.7 Groupes cibles**

Les bénéficiaires finaux de l'action, en fonction de la stratégie d'intervention proposée, pourraient être:

- les populations des communes et villages de la zone d'intervention
- les CGPE
- les maçons et les artisans et réparateurs des communes et villages de la zone d'intervention
- les ONG locales

### **3.8 Coordination nationale**

Depuis le début du processus, le ministère de l'Hydraulique, l'ANEA et les différents acteurs actifs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été impliqués pour fournir leur expertise afin d'optimiser la fiabilité des choix techniques mais aussi de s'assurer de leur pleine participation dans les étapes qui devront suivre.

Une coordination régulière devra être établie entre le porteur de projet de l'action retenue et les différentes parties prenantes, notamment le ministère de l'Hydraulique et l'ANEA, afin d'assurer : i) la pleine coordination et supervision des activités par le niveau central ; ii) la promotion des synergies et complémentarités avec les autres interventions en cours et/ou à venir qui visent à soutenir le ministère de l'Hydraulique et l'ANEA (notamment celle de l'UE via le FED). Les services techniques (ministère, ANEA) seront étroitement associés à la priorisation des zones d'intervention et au choix des actions.

### **3.9 Suivi et indicateurs**

Les partenaires de mise en œuvre établissent un cadre logique complet. Les partenaires de mise en œuvre devront inclure dans leur proposition de projet les moyens alloués au suivi de l'action. Les niveaux de référence (*baselines*) seront prérequis pour toute activité dans le cadre logique des projets.

Le suivi du projet est entre autres assuré par la collecte, le traitement et l'analyse systématiques d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Les indicateurs sont désagrégés par sexe, catégorie d'âge et district administratif, si approprié. Tous les indicateurs devront répondre aux standards SMART. Les indicateurs suivants dont les valeurs cibles seront établies en début de mise en œuvre permettront de mesurer les résultats de l'action (liste suggérée d'indicateurs de suivi, non exhaustive) :

- Taux d'accès aux services en eau
- Nombre de ménages ayant bénéficié de branchements sociaux (eau)
- Taux d'accès aux services assainissement
- Taux de prévalence des maladies liées à l'eau
- Nombre de nouveaux forages d'eau et d'assainissement construits et équipés
- Nombre d'anciens forages d'eau et d'assainissement réhabilités
- Nombre de nouveaux forages équipés de pompe à motricité humaine
- Nombre de kiosques à eau construits
- Nombre de latrines publiques VIP à 3 cabines construites - désagrégé en fonction des lieux (écoles, centres de santé, gares routières, marchés publics etc.)

- Nombre de latrines familiales à dalles SanPlat construites
- Nombre d'artisans réparateurs formés et équipés
- Nombre de maçons formés et équipés
- Nombre de CGPE mis en place, formés, équipés et suivis
- Nombre de localités ayant bénéficié des actions de sensibilisation à l'eau à l'hygiène et à l'assainissement de base

Au-delà des partenaires de mise en œuvre responsables du suivi des activités et de la collecte des données, les progrès de l'action seront suivis par les différentes parties prenantes:

- Les responsables des services décentralisés et cadres des ministères compétents via des missions de suivi sur le terrain ;
- La Commission européenne / Fonds Bêkou à travers des réunions périodiques organisées à Bangui et des visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (y compris les missions de Results-Oriented Monitoring (ROM)). Aussi, l'équipe d'Assistance Technique auprès de l'ANEA, déjà opérationnelle, mise à disposition dans le cadre de la composante mise en œuvre en gestion indirecte réalise le monitoring des activités relatives à l'eau et l'assainissement de manière régulière.

### **3.10 Communication et visibilité**

Des mesures de communication et de visibilité sont à prévoir avant le début de la mise en œuvre des activités financées par le Fonds et seront élaborées sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan de communication et visibilité devront être rapportés périodiquement. Ces mesures seront mises en œuvre par les partenaires de mise en œuvre et des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans les différents contrats.

Le plan de communication et de visibilité de l'action, ainsi que les obligations contractuelles nécessaires et les spécifications pour les articles de visibilité, seront établis sur la base de:

- Manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne et des contributeurs;
- Indications concernant la visibilité du fonds Bêkou

Une communication transparente est également assurée via le Groupe Public du Fonds Fiduciaire Bêkou sur le site web de la Commission européenne (<http://capacity4dev.ec.europa.eu/trust-fund-bekou/>) et son blog lequel est alimenté par les partenaires du Fonds.

## **4. Modalités de mise en œuvre et d'octroi de la subvention**

Pour la mise en œuvre des activités détaillées ci-dessus, le gestionnaire du Fonds Bêkou procédera à un octroi direct d'une subvention au demandeur en consortium ayant formulé la proposition répondant le mieux aux critères d'attribution énoncés dans la présente Note de Cadrage.

### **Critères d'éligibilité**

#### Demandeurs

Pour être éligibles, les demandeurs chef de file ("demandeurs") devront remplir l'ensemble des critères suivants:

- être une personne morale; ET
- être sans but lucratif; ET

- appartenir à une catégorie d'organisation telle que: organisation non gouvernementale (ONG); ET
- opérer sur la thématique de l'eau et l'assainissement depuis au moins 5 ans notamment en Afrique subsaharienne; ET
- opérer en RCA depuis au moins 12 mois; ET
- être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action avec les codemandeurs et non agir en tant qu'intermédiaire.

Le demandeur doit agir avec un/des codemandeurs.

#### Codemandeurs

Les codemandeurs participent à la définition et à la mise en œuvre de l'action, et les coûts qu'ils encourrent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur chef de file.

- 1) Pour être éligibles, les codemandeurs devront remplir l'ensemble des critères suivants:
  - être une personne morale; ET
  - être sans but lucratif; ET
  - être une organisation non gouvernementale.

#### **Nombre de demandes et de subventions par demandeur/codemandeur**

Le demandeur ne peut soumettre qu'une seule demande.

Le demandeur chef de file ne peut pas être en même temps un codemandeur dans une autre demande.

Un codemandeur ne peut pas être un codemandeur dans plus d'une demande.

#### **Conditions s'appliquant aux financements en cascade**

Afin de soutenir l'atteinte des objectifs de l'action, et en particulier quand la mise en œuvre de l'action proposée par le demandeur requiert un soutien financier à des tiers, le demandeur peut proposer l'attribution de subventions en cascade au profit notamment d'acteurs locaux. Néanmoins, les subventions en cascade ne peuvent en aucun cas constituer l'activité principale de l'action et doivent être justifiées.

Lorsque le demandeur prévoit d'attribuer des subventions en cascade, il doit mentionner dans sa demande le montant total de la subvention qui peut être utilisée de la sorte ainsi que le montant minimum et maximum par subvention en cascade.

La liste avec les activités éligibles pour une subvention en cascade, y compris les critères pour la sélection des demandes doit être annexée à la demande. Le montant total maximum du soutien financier qui pourra être versé à des tiers par le bénéficiaire est de 400 000€ avec un montant maximum de 10 000€ par tiers.

Une annexe à la description de l'action devra être présentée, décrivant explicitement comment d'éventuels financements en cascade à des tiers par le demandeur et/ou le(s) codemandeur(s) s'adresseront aux organisations issues de la société civile locale, et/ou aux institutions nationales qui répondent aux conditions définies dans le PRAG (6.9.2. "Soutien financier aux tiers par les bénéficiaires de subventions") et les Conditions Générales (article 10), ainsi qu'aux critères suivants:

- avoir un statut juridique de personne morale depuis au moins 2 ans; ET
- être sans but lucratif.

## Critères d'exclusion

Les demandeurs et les codemandeurs doivent attester qu'ils ne se trouvent dans aucun des critères d'exclusion repris au point 2.3.3 du Guide Pratique pour Marchés publics et subventions dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne (PRAG)<sup>7</sup>.

## Critères de sélection

Les critères de sélection aident à évaluer la capacité financière des demandeurs et la capacité opérationnelle des demandeurs et codemandeurs et servent à vérifier que ceux-ci:

- disposent de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité tout au long de l'action proposée et, si nécessaire, pour participer à son financement. Ceci s'applique uniquement aux demandeurs;
- disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée. Ceci s'applique aux demandeurs et aux codemandeurs.

### - Au niveau de la capacité financière

Les critères de sélection visant à évaluer la capacité financière des **demandeurs** sont les suivants:

- le chiffre d'affaires annuel moyen du demandeur doit être supérieur au budget maximum annualisé, c'est-à-dire le budget maximal divisé par la durée initiale de la subvention en années; tel qu'attesté par:
  - un rapport d'audit externe produit par un contrôleur des comptes agréé, certifiant les comptes du demandeur relatifs au dernier exercice financier disponible ET
  - une copie des états financiers les plus récents (compte de résultat et bilan des trois derniers exercices clos); OU
  - une déclaration sur le chiffre d'affaires global réalisé au cours d'une période portant sur les trois derniers exercices.

### - Au niveau de la capacité opérationnelle:

Les demandeurs et les codemandeurs doivent prouver qu'ils disposent de la capacité de gestion, des compétences et des qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée.

Les pièces en appui à apporter pour prouver la capacité opérationnelle sont au moins (liste non-exhaustive) les documents suivants:

- la liste des personnes clés sous contrat et leurs qualifications professionnelles; ET
- la liste des projets réalisés avec succès dans les domaines d'appui à l'eau et l'assainissement, y inclus le montant du budget, la durée et le nom du bailleur.

L'administration contractante se réserve le droit d'exiger une garantie financière d'un montant équivalent au préfinancement initial.

## Critères d'attribution

Les critères d'attribution aident à évaluer la qualité des demandes au regard des objectifs et priorités fixés dans la présente note de cadrage, et à octroyer une subvention au projet qui maximise l'efficacité globale de l'appel. Ils aident à sélectionner la demande qui assure à l'administration contractante le respect de ses objectifs et priorités.

---

<sup>7</sup> <http://intragate.ec.europa.eu/dg/devco/prag/document.do?nodeNumber=2.3.3>

Ils concernent :

1. Pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt;
2. Efficacité et faisabilité de l'action;
3. Impact (bénéficiaires directs et indirects);
4. Durabilité de l'action;
5. Budget et rapport coût-efficacité de l'action.

Conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Union européenne<sup>8</sup> et à l'accord instituant le Fonds Bêkou, le contexte de crise en RCA et la nécessité d'agir rapidement autorisent le gestionnaire à utiliser des procédures flexibles pour l'octroi des subventions nécessaires à la mise en œuvre des actions décidées par le comité de gestion.

L'évaluation se déroulera de la manière suivante:

Etape 1 – Vérification des critères d'éligibilité, d'exclusion et de sélection

Etape 2 – Notification aux demandeurs ne remplissant pas les critères de l'étape 1

Etape 3 – Evaluation des critères d'attribution

Etape 4 – Notification au(x) demandeur(s) retenu(s) pour la négociation

Etape 5 – Négociation (si nécessaire)

Etape 6 – Attribution - notification des propositions non retenues pour attribution

**La présente note invite les ONGs à exprimer leur intérêt et soumettre une proposition** dans le format ci-joint (aussi disponible dans le groupe du Fonds Bêkou de Capacity4Dev à l'adresse suivante: <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents>) qui comprend les documents suivants:

- la description de l'action;
- la méthodologie;
- le plan d'action indicatif pour la mise en œuvre de l'action;
- la durabilité de l'action.

et les annexes suivantes:

- un calendrier d'activités - inclus dans le formulaire de demande ;
- un cadre logique (modèle disponible dans le groupe du Fonds Bêkou de Capacity4Dev à l'adresse suivante: <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents>) ;
- un budget qui prévoit des coûts pour la vérification des dépenses, le monitoring et l'évaluation de l'action ainsi que pour la visibilité et la communication du financement de l'UE (modèle disponible dans le groupe du Fonds Bêkou de Capacity4Dev à l'adresse suivante: <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents>) ;
- un mandat pour les codemandeurs – inclus dans le formulaire de demande ;
- des documents adéquats (attestation d'enregistrement de l'organisation auprès des autorités publiques, statuts, états financiers, rapport d'audit externe, expérience comme demandé dans le formulaire de demande) pour démontrer le respect des critères à évaluer;
- une attestation sur l'honneur que l'ONG ne se trouve dans aucune situation des critères d'exclusion<sup>9</sup> – (modèle disponible dans le groupe du Fonds Bêkou de Capacity4Dev à l'adresse suivante: <https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou/documents>) ;

---

<sup>8</sup> Règlement (UE, Euratom) N° 966/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union; JOL 298 du 26.10.2012, p.1.et Règlement (UE) No 567/2014 du Conseil du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) no 215/2008 portant règlement financier applicable au 10e Fonds européen de développement, en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10e Fonds européen de développement et le 11e Fonds européen de développement jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11e Fonds européen de développement; JOL 157 du 27.5.2014 p. 54.

<sup>9</sup> <http://intragate.ec.europa.eu/dg/devco/prag/document.do?nodeNumber=2.3.3>

- une annexe sur les subventions en cascade (le cas échéant).

**Tous les documents doivent être soumis en même temps.**

**SOUMISSION DES PROPOSITIONS D'ICI AU 20/02/2018** avant minuit (heure de Bruxelles, Belgique) à : [EuropeAid-E1-TRUST-FUND-BEKOU@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-E1-TRUST-FUND-BEKOU@ec.europa.eu)

Pour toute question ou demande de clarification, veuillez les envoyer à l'adresse suivante: [EuropeAid-E1-TRUST-FUND-BEKOU@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-E1-TRUST-FUND-BEKOU@ec.europa.eu) **avant le 5/02/2018.**

Afin de garantir une égalité de traitement des demandeurs, l'administration contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs, des codemandeurs, d'une action ou d'activités spécifiques.

Les réponses seront publiées sur Capacity4Dev<sup>10</sup> **au plus tard le 9/02/2018.** Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

---

<sup>10</sup> <http://capacity4dev.ec.europa.eu/trust-fund-bekou/>